

N° 5214

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

ayant pour objet de modifier et de compléter
la loi électorale du 18 février 2003

* * *

(Dépôt: le 25.9.2003)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (19.9.2003)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Commentaire des articles	6
4) Exposé des motifs.....	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de l'Intérieur est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003.

Palais de Luxembourg, le 19 septembre 2003

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel WOLTER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— La loi électorale du 18 février 2003 est modifiée et complétée comme suit:

1. Les alinéas 2 et 3 de l'article 12 sont modifiés comme suit:

„La liste séparée des ressortissants de l'Union européenne qui participent aux élections européennes mentionne en outre la nationalité des électeurs inscrits.

La liste séparée des électeurs étrangers qui participent aux élections communales mentionne également la nationalité des électeurs inscrits.“

2. A l'article 55 est intercalé entre le 1er et le 2ième alinéa un nouvel alinéa qui a la teneur suivante:

„En cas d'élections législatives et européennes simultanées les électeurs sont répartis en bureaux de vote dont aucun ne peut compter plus de 400 ni moins de 200 électeurs. Lorsque le nombre des électeurs d'une localité de vote n'excède pas 400, ils ne forment qu'un seul bureau de vote.“

3. Le 3ième alinéa de l'article 56 est redressé comme suit:

„Les relevés arrêtés et certifiés en double pour chaque bureau de vote par le collège des bourgmestre et échevins sont transmis par le bourgmestre au président du bureau principal de la commune qui les fait parvenir au président du bureau de vote.“

4. L'article 58 est modifié comme suit:

„Chaque bureau électoral se compose d'un président et de quatre assesseurs qui sont les membres effectifs du bureau électoral. Ces membres effectifs sont assistés par un secrétaire.

Toutefois dans les communes de plus de 15.000 habitants, le bureau principal se compose d'un président et de six assesseurs. Ces membres effectifs sont assistés par un secrétaire et un secrétaire adjoint.“

5. L'article 60 est modifié comme suit:

„Vingt jours au moins avant l'élection, le président de chaque bureau désigne les membres de son bureau, y compris autant d'assesseurs suppléants qu'il y a d'assesseurs, ainsi que le secrétaire et, le cas échéant, le secrétaire adjoint appelés à assister les membres effectifs de son bureau.

Toutefois, onze semaines au moins avant la date des élections, les présidents des bureaux principaux des circonscriptions constituent ces bureaux en désignant les membres ainsi que le secrétaire et, le cas échéant, le secrétaire adjoint selon la procédure et les règles définies au présent article et aux articles qui suivent du présent chapitre.

Dans les quarante-huit heures de la désignation des assesseurs, des assesseurs suppléants, du secrétaire et, le cas échéant, du secrétaire adjoint, le président de chaque bureau les informe par lettre recommandée et les invite à remplir leurs fonctions aux jours fixés. En cas d'empêchement, ils doivent aviser le président dans les quarante-huit heures de la réception de la lettre qui les informe de leur désignation. Le président procède alors à leur remplacement.

Quinze jours avant la date des élections, les présidents des bureaux de vote sont tenus de notifier au président du bureau principal de la commune la composition de leur bureau. Ils dressent à cet effet un tableau renseignant les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile des président, assesseurs, assesseurs suppléants et secrétaire; les assesseurs et les assesseurs suppléants y figurent selon l'ordre de leur désignation.

En cas d'élections législatives et/ou européennes, le président du bureau principal de chaque circonscription électorale désigne les assesseurs et assesseurs suppléants parmi les électeurs de sa circonscription. La désignation des assesseurs et assesseurs suppléants se fait dans les conditions et selon les modalités prévues à l'alinéa 2 du présent article. Le président les remplace en cas d'empêchement par des personnes choisies parmi les électeurs de sa circonscription.

Les membres du bureau principal de chaque circonscription électorale et les témoins, de même que les secrétaires et, le cas échéant, les secrétaires adjoints votent dans le local qui leur est assigné par le collège des bourgmestre et échevins de leur domicile.“

6. Les deux premières phrases de l'article 62 sont remplacées par la phrase suivante:

„Le secrétaire et, le cas échéant, le secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.“

7. Le 2^{ième} alinéa de l'article 66 est modifié comme suit:

„Les membres des bureaux, les secrétaires et les secrétaires adjoints, les calculateurs et les témoins des candidats sont tenus de garder le secret des votes.“

8. L'article 67 est modifié comme suit:

„Sans préjudice des dispositions de l'article 59 et du 5^{ième} alinéa de l'article 60, nul ne peut être président, assesseur, assesseur suppléant ou témoin s'il n'est électeur de la commune, sachant lire et écrire. Nul ne peut être secrétaire, secrétaire adjoint ou calculateur s'il n'est électeur dans une commune luxembourgeoise, sachant lire et écrire.

Dans aucune élection, ni les candidats, ni leurs parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni les titulaires d'un mandat électif national, européen ou communal, ne peuvent siéger comme président, secrétaire, secrétaire adjoint, assesseur, assesseur suppléant, témoin ou calculateur d'un bureau électoral.

Les président et assesseurs d'un bureau de vote ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Les membres des bureaux de vote, le secrétaire et, le cas échéant, le secrétaire adjoint se réunissent au moins une heure avant l'ouverture des locaux de vote afin de garantir le bon déroulement des opérations électorales.

Le président du bureau s'assure, avant le commencement du scrutin, en les interpellant individuellement, qu'aucune des personnes appelées à siéger au bureau ne contrevient aux prohibitions énoncées à l'alinéa 2 ci-dessus. Il s'assure ensuite, en les interpellant individuellement, qu'aucun des assesseurs n'est parent ou allié au degré prohibé ni du président lui-même, ni d'un autre assesseur du bureau. Il en est fait mention au procès-verbal.“

9. Le 2^{ième} alinéa de l'article 77 est supprimé.

10. Le 2^{ième} alinéa de l'article 79 est modifié comme suit:

„Le guide ou soutien ne doit pas nécessairement être électeur. Ne peuvent pas être guides ou soutiens d'un électeur aveugle ou infirme les candidats aux élections, leurs parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, les titulaires d'un mandat électif national, européen ou communal, les personnes qui ne savent pas lire ou écrire ainsi que celles qui sont exclues de l'électorat d'après les dispositions de l'article 6 de la présente loi.“

11. La première phrase du 2^{ième} alinéa de l'article 89 est modifiée comme suit:

„Les électeurs empêchés de prendre part au scrutin doivent faire connaître au procureur d'Etat territorialement compétent leurs motifs, avec les justifications nécessaires.“

12. Le 2^{ième} alinéa du paragraphe 1 de l'article 126 est modifié comme suit:

„Le Président de la Chambre des Députés jouit d'une indemnité de représentation annuelle supplémentaire de 300 points indiciaires, exempte d'impôts et de retenue pour pension.“

La première phrase du 1^{er} alinéa du point c) du paragraphe 8 de l'article 126 est modifiée comme suit:

„Aux membres des professions indépendantes ainsi qu'aux personnes sans profession ne bénéficiant pas d'un régime statutaire, âgés de moins de 65 ans, qui exercent un mandat de député, il est versé par la Chambre une compensation horaire fixée forfaitairement au quadruple du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés ayant charge de famille.“

Le 1^{er} alinéa du paragraphe 9 de l'article 126 est modifié comme suit:

„Sur présentation d'un contrat de travail, la Chambre, de l'assentiment de son Bureau, qui juge de la réalité des relations de travail, indemnise le député des frais à lui accrus du fait de l'engagement d'un collaborateur, sans que cette indemnité ne puisse dépasser un maximum de 200 points indiciaires annuels, à augmenter d'un douzième à titre d'allocation de fin d'année.“

13. Le 3^{ième} alinéa de l'article 149 est modifié comme suit:

„Le président du bureau principal de la commune, après avoir recueilli tous ces répertoires, les adresse, avec les pièces y annexées, au procureur d'Etat territorialement compétent.“

14. Le dernier alinéa de l'article 165 est complété de manière à lui donner la teneur suivante:

„Les candidats non élus de chaque liste sont inscrits au procès-verbal dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages à l'effet de pourvoir aux cas de remplacement prévus à l'article 167. En cas de parité, privilège est accordé au candidat qui est désigné par tirage au sort par le président du bureau principal de la circonscription.“

15. L'article 174 est modifié comme suit:

„Il est dressé un relevé alphabétique des électeurs ayant demandé à voter par correspondance, avec l'indication des nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et adresse actuelle de l'électeur. Mention de la suite donnée à la demande est portée en face du nom du demandeur.

Les votants portés sur ce relevé ne peuvent pas choisir un autre mode de vote.

Mention de l'admission au vote par correspondance est portée devant le nom de l'électeur sur la liste électorale de la commune et sur les relevés des électeurs déposés aux différents bureaux de vote.

Le relevé numéroté des votants par correspondance est déposé au bureau de vote principal de chaque commune. Au cas où le nombre des votants par correspondance dépasse le nombre maximal d'électeurs prévu à l'article 55 pour ce bureau de vote, un ou plusieurs autres bureaux de vote de la commune peuvent être chargés des opérations de vote par correspondance.“

16. Les 1er et 2ième alinéas de l'article 181 sont modifiés comme suit:

„Toute enveloppe parvenant au bureau de poste du bureau de vote destinataire du suffrage après deux heures de l'après-midi du jour du scrutin y est pourvue du cachet indiquant la date et l'heure de son arrivée et est remise au président du bureau destinataire.

Il est dressé procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal doit comprendre le relevé des électeurs dont les enveloppes ont été remises au président du bureau.“

17. L'article 182 est supprimé.

18. A l'article 192 il y a lieu de remplacer comme suit la quatrième phrase:

„En cas de fausse déclaration, les pénalités prévues à l'article 94 de la présente loi sont applicables.“

19. A l'article 203 est ajouté un 4ième alinéa qui a la teneur suivante:

„Si la date des élections est reportée, les enveloppes de transmission provenant des électeurs admis au vote par correspondance pour les élections reportées sont remises au président du bureau de vote principal de la commune assisté des assesseurs et du secrétaire de son bureau, aux date et heure indiquées à l'article 271. Le bureau les détruit avec leur contenu, sans autre manipulation.“

20. Le 3ième alinéa de l'article 217 est modifié comme suit:

„Le président du bureau principal, après avoir recueilli tous ces répertoires, les adresse, avec les pièces y annexées, au procureur d'Etat territorialement compétent.“

21. Le 2ième alinéa de l'article 259 est modifié comme suit:

„Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages. En cas de parité, privilège est accordé au candidat qui est désigné par tirage au sort par le président du bureau principal de la commune.“

22. Les 2ième et 3ième alinéas de l'article 268 sont remplacés par les dispositions qui suivent:

„Les votants portés sur ce relevé ne peuvent pas choisir un autre mode de vote.

Mention de l'admission au vote par correspondance est portée devant le nom de l'électeur sur la liste électorale de la commune et sur les relevés des électeurs déposés aux différents bureaux de vote.

Le relevé numéroté des votants par correspondance est déposé au bureau de vote principal de chaque commune. Au cas où le nombre des votants par correspondance dépasse le nombre maximal

d'électeurs prévu à l'article 55 pour ce bureau de vote, un ou plusieurs autres bureaux de vote de la commune peuvent être chargés des opérations de vote par correspondance."

23. Les 1er et 2ième alinéas de l'article 275 sont modifiés comme suit:

„Toute enveloppe parvenant au bureau de poste du bureau de vote destinataire du suffrage après quatorze heures du jour du scrutin y est pourvue du cachet indiquant la date et l'heure de son arrivée et est remise au président du bureau destinataire.

Il est dressé procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal doit comprendre le relevé des électeurs dont les enveloppes ont été remises au président du bureau."

24. Le 3ième alinéa de l'article 306 est modifié comme suit:

„Le président du bureau principal de la commune, après avoir recueilli tous ces répertoires, les adresse, avec les pièces y annexées, au procureur d'Etat territorialement compétent."

25. Le 3ième alinéa de l'article 323 est complété de manière à lui donner la teneur suivante:

„Les candidats non élus de chaque liste sont inscrits au procès-verbal dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages à l'effet de pourvoir aux cas de remplacement prévus à l'article 326 de la présente loi. En cas de parité, privilège est accordé au candidat qui est désigné par tirage au sort par le président du bureau de vote principal à Luxembourg."

26. L'article 334 est modifié comme suit:

„Il est dressé un relevé alphabétique des électeurs ayant demandé à voter par correspondance, avec l'indication des nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et adresse actuelle de l'électeur. Mention de la suite donnée à la demande est portée en face du nom du demandeur.

Les votants portés sur ce relevé ne peuvent pas choisir un autre mode de vote.

Mention de l'admission au vote par correspondance est portée devant le nom de l'électeur sur la liste électorale de la commune et sur les relevés des électeurs déposés aux différents bureaux de vote.

Le relevé numéroté des votants par correspondance est déposé au bureau de vote principal de chaque commune. Au cas où le nombre des votants par correspondance dépasse le nombre maximal d'électeurs prévu à l'article 55 pour ce bureau de vote, un ou plusieurs autres bureaux de vote de la commune peuvent être chargés des opérations de vote par correspondance."

27. Les 1er et 2ième alinéas de l'article 341 sont modifiés comme suit:

„Toute enveloppe parvenant au bureau de poste du bureau de vote destinataire du suffrage après deux heures de l'après-midi du jour du scrutin y est pourvue du cachet indiquant la date et l'heure de son arrivée et est remise au président du bureau destinataire.

Il est dressé procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal doit comprendre le relevé des électeurs dont les enveloppes ont été remises au président."

28. L'article 342 est supprimé.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

1. Les alinéas 2 et 3 de l'article 12 sont modifiés de manière à concorder avec les autres dispositions de la loi électorale concernant les listes électorales et notamment avec l'article 9. Il y a en effet trois listes électorales dans chaque commune, à savoir:

- une liste des électeurs luxembourgeois, valable pour les élections législatives, communales et européennes;
- une liste des électeurs ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne qui souhaitent participer aux élections européennes;
- une liste des électeurs non luxembourgeois qui souhaitent participer aux élections communales.

2. La modification proposée à l'article 55 est nécessaire pour permettre le bon déroulement des opérations électorales au cas où il y a deux élections simultanées. Il s'est en effet avéré en pratique qu'une moyenne de 300 à 320 électeurs par bureau de vote est adéquate pour garantir un travail sans heurts du bureau en cas d'élections législatives et européennes simultanées.

3. Au 3ième alinéa de l'article 56 est redressée une erreur de rédaction. Il y a en effet lieu d'écrire „pour chaque bureau de vote“ et non pas „par chaque bureau de vote“.

4. En ce qui concerne la composition des bureaux électoraux, le texte actuel risque de rendre difficile le recrutement de personnes pour siéger au bureau. Aussi le texte n'est-il pas clair ni cohérent en certains points. Dans ce contexte il y a lieu de modifier l'article 58 de manière à préciser que le président et les assesseurs sont les membres effectifs du bureau et que ces membres effectifs sont assistés par un secrétaire. Le secrétaire n'est donc pas membre du bureau et n'a pas de voix délibérative.

5. L'article 60 est modifié dans ce même contexte.

- Les 2ième et 3ième alinéas sont adaptés au fait que le secrétaire n'est pas membre du bureau et à l'article 132, dernier alinéa, de la loi électorale du 18 février 2003 qui implique que par exception à l'article 55 de la même loi les bureaux principaux des circonscriptions ne comprennent pas d'électeurs, de sorte que les président, assesseurs et assesseurs suppléants ne peuvent être choisis parmi les électeurs du bureau.
- Au 5ième alinéa il est désormais prévu que le président du bureau principal de chaque circonscription électorale n'a plus besoin de choisir les assesseurs et les assesseurs suppléants parmi les électeurs de la commune-siège, mais qu'il peut les recruter parmi les électeurs de sa circonscription, étant donné que ce bureau est chargé exclusivement de l'accomplissement des opérations préliminaires de l'élection ainsi que de celles du recensement général des votes et de l'attribution des sièges. – Dans ce même alinéa est redressée une erreur de référence.
- Le dernier alinéa est redressé pour tenir compte du fait qu'en vertu de l'article 132, dernier alinéa, de la loi les membres du bureau principal de chaque circonscription électorale, les témoins, les secrétaires et les secrétaires adjoints ne peuvent être choisis parmi les électeurs de ce bureau.

6. Le début de l'article 62 est adapté au fait que le secrétaire et le secrétaire adjoint ne doivent pas nécessairement être électeurs de la commune.

7. L'alinéa 2 de l'article 66 précise que les secrétaires et les secrétaires adjoints sont tenus de garder le secret des votes de même que les membres des bureaux, les calculateurs et les témoins des candidats.

8. Le 1er alinéa de l'article 67 précise que:

- à l'exception des dispositions spéciales prévues aux articles 59 et 60, alinéa 5, pour les bureaux y visés, les présidents, assesseurs, assesseurs suppléants et les témoins des bureaux doivent être électeurs de la commune et savoir lire et écrire;
- les secrétaires, secrétaires adjoints et calculateurs doivent être électeurs dans une commune luxembourgeoise et savoir lire et écrire.

Le 3ième alinéa de l'article 67 précise que ce sont le président et les assesseurs d'un bureau de vote qui ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement. Il en résulte que les asses-

seurs suppléants peuvent être parents ou alliés du président ou d'un assesseur du bureau. Les suppléants deviennent cependant effectifs lorsqu'ils sont appelés à siéger au bureau. A ce moment il faut donc veiller à ne pas laisser siéger ensemble des personnes qui sont parentes ou alliées.

Le 4^{ème} alinéa est modifié pour tenir compte du fait que le secrétaire et le secrétaire adjoint ne sont pas membres du bureau.

Le 5^{ème} alinéa est complété en fonction des modifications et précisions apportées par les autres dispositions de l'article 67.

9. Le 2^{ème} alinéa de l'article 77 est supprimé parce qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 60 modifié les secrétaires et, le cas échéant, les secrétaires adjoints votent dans le local qui leur est assigné par le collège des bourgmestre et échevins de leur domicile.

10. Le 2^{ème} alinéa de l'article 79 est modifié pour tenir compte des réalités pratiques. En effet, les personnes aveugles ou infirmes se font souvent accompagner par un guide qui n'est pas électeur, par exemple une infirmière ou un membre de leur famille.

Par ailleurs il a été omis d'inscrire dans la loi que le guide ne doit pas être candidat aux élections. Cette omission est redressée.

11. A l'article 89 il convient de redresser une erreur qui s'est glissée dans le texte. Les électeurs empêchés de prendre part au vote doivent en effet faire connaître leurs motifs au procureur d'Etat et non pas au juge de paix.

12. Les modifications portées à l'article 126 ont pour objet de redresser un malheureux oubli et de réintégrer dans la loi électorale diverses dispositions qui y avaient été incorporées par la loi du 17 juin 2000.

13. Au dernier alinéa de l'article 149 est redressée une erreur: les termes de „juge de paix“ sont remplacés par ceux de „procureur d'Etat“.

14. Le dernier alinéa de l'article 165 est complété de manière à préciser qu'en cas de parité entre candidats non élus le tirage au sort détermine leur ordre d'inscription sur la liste des remplaçants.

15. , 22. et 26. Les textes des articles 174, 268 et 334 relatifs au vote par correspondance respectivement lors des élections législatives, communales et européennes sont mis en concordance.

Par ailleurs, étant donné le très grand nombre de personnes ayant voté par correspondance lors des dernières élections et comme il est à prévoir que les nouvelles dispositions légales vont encore augmenter le nombre des votes par correspondance, il est préférable, lors des élections législatives et lors des élections européennes, de faire le vote par correspondance dans chaque commune, ce qui en facilite l'organisation pratique.

16. L'article 181 est modifié pour tenir compte du fait que le vote par correspondance lors des élections législatives n'est plus organisé dans les circonscriptions, mais dans chaque commune.

17. L'article 182 est supprimé pour les mêmes raisons qui justifient la modification de l'article 181.

18. A l'article 192 une erreur de référence est redressée.

19. L'article 203 est complété pour tenir compte du cas de report d'élections communales suite au décès d'un candidat dans une commune où le vote se fait d'après le système de la majorité relative.

20. Au 3^{ème} alinéa de l'article 217 les termes de „juge de paix“ sont remplacés par ceux de „procureur d'Etat“.

21. Le 2^{ème} alinéa de l'article 259 est redressé de manière à y introduire le principe qu'en cas de parité il sera procédé à un tirage au sort pour déterminer l'ordre d'inscription des candidats non élus sur la liste des remplaçants.

22. L'article 275 est modifié pour tenir compte du fait que le vote par correspondance est organisé dans chaque commune.

24. Au 3ième alinéa de l'article 306 les termes de „juge de paix“ sont remplacés par ceux de „procureur d'Etat“.

25. Le 3ième alinéa de l'article 323 est complété de manière à définir qu'en cas de parité l'ordre d'inscription des candidats non élus sur la liste des remplaçants sera déterminé par tirage au sort.

27. L'article 341 est modifié pour tenir compte du fait que le vote par correspondance lors des élections européennes est désormais organisé dans chaque commune.

28. L'article 342 est supprimé pour les mêmes raisons qui justifient la modification de l'article 341.

*

EXPOSE DES MOTIFS

La loi électorale du 18 février 2003 est entrée en vigueur fin février 2003. Les nouvelles dispositions ont permis aux ressortissants de l'Union européenne désireux d'exercer leur droit de vote au Grand-Duché de Luxembourg lors des élections européennes de 2004 de présenter leur demande d'inscription sur les listes électorales avant le 1er avril 2003.

Afin de pouvoir disposer en temps utile des nouvelles dispositions légales, la procédure législative a été accélérée quelque peu au début de l'année 2003. Ainsi, malgré la bienveillance de toutes les instances intervenant dans la procédure législative, certains éléments ont échappé aux différentes instances et rendent maintenant nécessaires des modifications ponctuelles de la loi électorale.

Les redressements à effectuer concernent d'une part des textes de la loi qui ne sont pas tout à fait cohérents entre eux et qu'il convient dès lors d'harmoniser, d'autre part l'omission de tenir compte de modifications apportées à la loi électorale en l'an 2000 déjà et finalement l'adaptation de certaines dispositions aux réalités pratiques, notamment en ce qui concerne l'organisation et la composition des bureaux électoraux et en ce qui concerne le vote par correspondance.